



COMMUNIQUE

Un compte rendu mesuré

Mercredi 6 novembre 2013, l'Intersyndicale MLDS*-Versailles était convoquée à 17 h (le rectorat ferme à 19 h) pour participer à l'une de ces réunions de travail avec la CSAIO** que, pour assurer la **transparence de la gestion financière et pédagogique** de ce qui était alors la MGIEN*, le précédent recteur de Versailles*** avait instaurées au lendemain de la crise 2004-2005 qui faillit emporter la MGIEN

Réunion pour préparer la rentrée de la MLDS puisque c'est ce qu'avait demandé l'Intersyndicale lors de la dernière réunion de travail ... en avril 2013. Point d'exclamation, point d'ironie, au choix ...

L'Intersyndicale a d'abord fait remarquer que le malaise des enseignants coordinateurs était patent sur le terrain et dû à plusieurs causes :

- découragement provoqué par le rejet de la CPIF***** comme discipline à présenter lors des concours destinés à résorber la précarité dans les trois fonctions publiques qui touchent non seulement les enseignants coordinateurs contractuels mais aussi les titulaires d'un CAPET CPIF ou d'un CAPLP CPIF ;
- retard (près d'un mois) dans les signatures des CDD concernant la seule MLDS, *idem* pour les signatures des PV d'installation des CDI et des titulaires, **ce qui a laissé, une fois de plus, dans le non-droit les personnels MLDS** qui, pour monter leurs **actions de réinsertion dans la formation initiale**, doivent circuler beaucoup entre les CIO et les établissements de leur bassin afin de rencontrer les jeunes décrocheurs, leurs familles, les chefs d'établissement qui accueillent ces actions ou signalent les cas de décrochage ;
- non droit confirmé pour les titulaires qui sont exclus de l'inspection pour suivi de carrière et du droit paritaire à mutation ; avec extension de ce non droit sur les contractuels ;
- application désordonnée de la FOQUALE*****, circulaire qui a transformé la MGIEN en MLDS sans concertation, du jour au lendemain, en pleine année scolaire 2012-2013 ; désordre doublé par la décision rectorale, non concertée bien entendu, de transférer les actions d'un établissement dans un autre sans avoir prévu comment se feraient le transfert technique (bureau des enseignants coordinateurs et accueil des jeunes gens) et le transfert financier d'une enveloppe toujours affectée à un établissement dûment et préalablement répertorié pour les équipements spécifiques nécessaires aux actions de réinsertion dans la formation initiale ; cela fait présager une gabegie, voire **des détournements pour d'autres dépenses que celle destinées aux jeunes**

décrocheurs, entre les services du rectorat, les établissements naguère d'accueil et les nouveaux sans financement !

- **silence persistant sur la dotation financière de la MLDS** abondée par une subvention de l'Etat et une autre du Fonds Social Européen et destinée à monter les actions réservées aux jeunes relevant de la MLDS ; rappelons que **c'est la suspension de la subvention du FSE pour cause d'audit lancé quant à l'usage de cette subvention qui a été à l'origine de la suppression de la MGIEN en 2004-2005 avant son rétablissement, obtenu par la mobilisation des enseignants-coordonateurs** soutenue par l'Intersyndicale ; ce silence sur le montant et l'utilisation du nerf de la lutte contre le décrochage scolaire, en ces temps de pénurie d'argent frais, peut induire que le financement de la lutte contre le décrochage scolaire, priorité nationale et présidentielle cependant, sera peut-être amputé ; en tout bien tout honneur, s'entend ; mais subrepticement, et quasi définitivement ;
- ETC.

L'Intersyndicale a également noté le décalage entre le discours ministériel – tout va pour le mieux et fonctionne comme sur des roulettes – et la réalité du terrain qui laisse les enseignants coordonnateurs dans l'information confuse, voire contradictoire, distillée par une hiérarchie qui ne s'embarrasse pas de la quotité de travail qui échoit aux enseignants coordonnateurs, ni des modalités d'application, y compris financières, des GPDS*****, principale, mais déjà expérimentée dans l'académie de VERSAILLES, innovation de la FOQUALE.

Les organisations de l'Intersyndicale ont constaté, pour les dénoncer, **les pratiques rectorales tour à tour lénifiantes puis culpabilisantes envers les personnels MLDS** – l'expertise des enseignants coordonnateurs étant au cœur de la lutte contre le décrochage scolaire, ils devraient donc comprendre que le retard apporté à la signature de leurs contrats et de leurs PV d'installation a été provoqué par une augmentation de la charge de travail des services du rectorat face à une création de postes sans précédent ! Les membres de l'Intersyndicale doutent fort que le recrutement de 1000 personnes par l'Education Nationale (sur 60000 promises d'ici 2017 ...) dans toute la France ait pu à ce point engorger les services du rectorat de Versailles. Ils savent tous pertinemment que **c'est le refus de recruter des agents administratifs qui met ceux qui sont en poste dans ces situations de surcharge de travail !** Ne syndiquent-ils pas d'ailleurs ces agents dont on sait qu'ils sont exploités avec le plus subtil talent qui consiste à leur faire faire les tâches du grade supérieur au leur tout en les rémunérant selon leur propre grade ?

La séance de travail du 6 novembre 2013 a pourtant permis d'acter définitivement (espérons-le) que **les enseignants coordonnateurs sont bien des enseignants** et que la maîtrise de la CPIF est indispensable à la prévention et à la lutte concernant le décrochage scolaire : alors qu'elle a été déclassée à la session de 2013 des concours spécifiques, il y a là une contradiction qu'il faudra résoudre au plus au niveau de l'Etat et le plus rapidement possible.

Par ailleurs, l'Intersyndicale a signalé

- qu'elle n'était ni une instance d'enregistrement ni une courroie de transmission des décisions prises par les services rectoraux en charge de la MLDS mais un **partenaire de discussion et de négociation pour éviter sinon tous les conflits du moins leur exaspération** ;
- qu'elle n'était pas dupe de la **politique de dégraissage des effectifs salariés** qui se travestissait sous les dehors de la priorité donnée à la lutte contre le décrochage scolaire ; de fait, ces deux dernières années, au moins trois personnes ont quitté la MLDS-Versailles et n'ont pas été remplacées, ce qui au bas mot représente une « économie » annuelle de 90000 à 100000 euros qui

contredit l'engagement présidentiel à ne pas faire peser la politique d'austérité sur l'Education Nationale mais permet d'atteindre, à terme plus ou moins court, **l'objectif rectoral d'un seul enseignant coordinateur par bassin.**

- qu'elle considérait que le décalage entre la réalité de terrain et l'affichage politique était une fourberie ;
- que cela serait expliqué publiquement et qu'une **mobilisation des personnels** était toujours possible.

Enfin, en réponse au schéma rectoral qui axe l'action des enseignants coordinateurs de la MLDS sur leur réactivité et leur mobilité, elle a **exigé l'attribution de la même prime de mobilité que celle accordée aux TZR.**

L'Intersyndicale considère que la réunion du 6 novembre n'est pas une réponse à la demande d'audience qu'elle a formulée auprès de Monsieur le Recteur le 13 septembre et réitère donc sa demande. Elle a, *in fine*, obtenu que la prochaine séance de travail soit avancée au mois de janvier avec, à l'ordre du jour, et entre autre, la dotation financière de la MLDS-Versailles.

Versailles, le 13 novembre 2013

** MLDS : Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire ; MGIEN : Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale ; remarquez, au passage de l'une à l'autre de ces Missions, la disparition de la référence à l'Education Nationale ...*

*** CSAIO : Chef des Services Académiques d'Information et d'Orientation*

**** Alain BOISSINOT, aujourd'hui Président du Conseil Supérieur des Programmes*

***** Coordination Pédagogique Ingénierie de Formation*

****** FORMation QUALification Emploi*

******Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire*